

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

MGF

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.733.475 euros  
Siège social : 18 rue Baudin – 92300 Levallois-Perret  
451 190 300 RCS NANTERRE

Exercice social du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024

Comptes annuels approuvés par l’Assemblée Générale ordinaire du 12 juin 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui a été confiée au cabinet Deloitte & Associés par votre assemblée générale et en exécution de la mission complémentaire qui a été confiée au cabinet ERNST & YOUNG et Autres par votre consultation écrite du 28 janvier 2025 dans le cadre des dispositions de l’article L. 821-5 du Code de commerce, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société MGF relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l’organe collégial de direction.

Nous précisons que, votre société n’étant pas tenue précédemment de désigner un deuxième commissaire aux comptes pour l’exercice clos le 31 décembre 2023, les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2023 n’ont fait l’objet d’une certification que par un seul commissaire aux comptes.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.	Nous avons également réalisé en date d’arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu'énoncés dans la note 2C de l'annexe aux comptes annuels.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

► manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ;

► statistiquement pour les créances de petits montants.

Au 31 décembre 2024, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 556,7 dont M€ 5,7 de créances douteuses. Le montant total des dépréciations s'élève à M€ 4,1 comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3D, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- l'identification des indicateurs de dépréciation ;
- la classification des expositions en créances douteuses ;
- le suivi et la valorisation des garanties ;
- la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé ;
- avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique ;
- en complément, nous avons procédé à un examen de dossiers crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.

Nous avons également examiné les informations publiées dans l'annexe aux comptes annuels relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'organe collégial de direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MGF par votre assemblée générale du 29 avril 2022 pour le cabinet Deloitte & Associés et par consultation écrite des actionnaires du 28 janvier 2025 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'organe collégial de direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'organe collégial de direction.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ■ Rapport à l'organe collégial de direction

Nous remettons à l'organe collégial de direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'organe collégial de direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'organe collégial de direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'organe collégial de direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2025  
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES  
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres  
Luc Valverde

**BILANS COMPARES 2024-2023****(En milliers d'euros)**

<b>ACTIF</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	28 580	63 038
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	158 593	163 753
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	30 490	32 181
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG		
TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	349 195	283 924
LOCATION SIMPLE	45 137	39 444
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON-VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	34 735	33 440
COMPTES DE REGULARISATION	7 534	8 572
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>654 264</b>	<b>624 351</b>

**(En milliers d'euros)**

<b>PASSIF</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	315 500	258 519
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	220 455	241 656
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	31 490	33 181
AUTRES PASSIFS	12 138	24 602
COMPTES DE REGULARISATION	34 561	31 533
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 124	8 209
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	28 997	26 652
CAPITAL SOUSCRIT	4 682	4 682
PRIMES D'EMISSION	0	0
RESERVES	468	468
ECART DE REEVALUATION	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4	4
REPORT A NOUVEAU	21 498	18 834
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 348	2 664
ACOMPTES SUR DIVIDENDES	0	0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>654 264</b>	<b>624 351</b>

**COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2024-2023**

(En milliers d'euros)

<b>COMPTES DE RESULTAT</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	7 081	5 756
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-17 035	-10 546
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	128 060	98 267
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-107 491	-79 659
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	15 819	13 454
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-15 290	-12 427
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	3 379	3 475
COMMISSIONS (CHARGES)	-660	-611
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 235	2 250
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-4 995	-10 068
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>11 135</b>	<b>9 892</b>
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-7 319	-6 107
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 817</b>	<b>3 785</b>
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-205	-1
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 612</b>	<b>3 784</b>
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>3 612</b>	<b>3 784</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-1 263	-1 120
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 348</b>	<b>2 664</b>

**HORS BILAN COMPARES 2024-2023**

(En milliers d'euros)

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>42</b>	<b>148</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	30	136
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	12	12
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>135 305</b>	<b>171 019</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	21 690
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	135 305	149 329
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX****MGF****EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024****FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

Le siège social de la société MGF a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 15 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et suite à une demande du groupe, la société MGF a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

**PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes de MGF ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

MGF fait application, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables.

Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir.

Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable. Un produit est acquis lorsque les prestations ont été effectuées ou les biens ont été livrés. En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu, sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, MGF applique, implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats. Dans ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que MGF soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture.

Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

Le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition de concours s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010. BNP Paribas Lease Group applique dans ses comptes sociaux, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, la comptabilisation des commissions et coûts marginaux sur la durée de vie effective du crédit selon la méthode alternative.

MGF détient 2 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- Une succursale en Italie,
- Une succursale en Allemagne.

Leur activité est identique à celle de MGF. Leurs comptes au 31 décembre 2024 intégrés dans les comptes de MGF ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

#### **A) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES**

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société MGF n'est pas concernée par ce type d'opérations.

#### **B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

### **C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements.
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales.
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

### **D) TITRES**

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

#### **a) Titres de transaction**

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, MGF a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».



Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

#### **b) Titres de placement**

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

MGF ne détient pas de titres de placement.

#### **c) Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

MGF ne détient pas de titres d'investissement.

#### **d) Titres de l'activité de portefeuille**

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

MGF ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

#### **e) Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles MGF dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

**E) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués.

Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

**a) Valeur brute**

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

**b) Amortissement**

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- Le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- Et la limite de dégressivité admise d'autre part.

**c) Créances douteuses**

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements.
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G) et H) dans « 3. Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée.
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

**d) Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

**F) IMMOBILISATIONS****a) Immobilisations incorporelles**

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

**b) Immobilisations corporelles****Constructions :**

La société MGF n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2024.

**Autres immobilisations corporelles :**

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- Matériel : 5 ans.
- Mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

**G) PROVISIONS**

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration.

Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de MGF à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

**Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés :**

La société MGF n'est pas concernée par ce type d'opérations.

**H) IMPOTS DIFFERES**

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2024, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à une charge totale de 779 milliers d'euros (172 milliers d'euros pour la France et 951 milliers d'euros pour les succursales).

**I) PRODUIT NET BANCAIRE****a) Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

**b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple**

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d’achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l’administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d’achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d’avance ou des loyers à recevoir en fin d’exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d’équipements). S’y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l’exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

**c) Commissions (charges et produits)**

Ce poste reprend essentiellement les commissions d’affacturage (enregistrées dès qu’elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

**J) CHARGES GENERALES D’EXPLOITATION**

Les rémunérations d’intermédiaires figurent dans le poste « Autres frais administratifs » pour un montant total de 1 407 milliers d’euros en 2024 (1 063 milliers d’euros pour la France et 344 milliers d’euros pour les succursales).

**3. NOTES SUR LE BILAN**

**A) OPERATIONS EN DEVICES**

Les actifs et passifs libellés en devises ’out’ figurant au bilan au 31 décembre 2024 sont présentés ci-après :

(En milliers d’euros)			
Actifs	France	Succursales	TOTAL 2024
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturage	0	0	0
Autres actifs	0	0	0

(En milliers d’euros)			
Passif	France	Succursales	TOTAL 2024
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation	0	0	0

**B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP**

(En milliers d’euros)				
	France	Succursales	2024	2023
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales (1)	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

(1) En 2024 la France ne détient plus de dépôts auprès de la banque de France. Ces dépôts ont été remplacés par des prêts secs de titres afin de constituer le HQLA nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio pour un montant de 0 k€ au 31/12/2024.

**C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	2024	2023
Créances à vue	12 753	15 485	28 238	62 696
Créances rattachées	19	0	19	0
<b>Total à vue</b>	<b>12 772</b>	<b>15 485</b>	<b>28 257</b>	<b>62 696</b>
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	323	0	323	314
Créances rattachées	0	0	0	28
<b>Total à terme</b>	<b>323</b>	<b>0</b>	<b>323</b>	<b>342</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions au 31/12/2023	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
<b>Total Créances sur les Etablissements de Crédit</b>	<b>13 095</b>	<b>15 485</b>	<b>28 580</b>	<b>63 038</b>

Echéancier au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	<b>323</b>	323	0	0	0

**D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)**

(En milliers d'euros)

	France					TOTAL 2024	TOTAL 2023
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	8 863	0	4 544	143 438	156 845	163 060
Encours douteux (1)	0	236	0	208	1 181	1 624	389
Provisions au 31/12/2023 (1) (2)	0	-54	0	0	-43	-97	-84
Dotations de l'exercice	0	-73	0	0	-140	-213	-44
Reprises de l'exercice	0	0	0	0	2	2	30
Autres variations	0		0	0	0,0	0	0
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-127	0	0	-181	-308	-97
<b>Encours nets</b>	<b>0</b>	<b>8 971</b>	<b>0</b>	<b>4 751</b>	<b>144 438</b>	<b>158 161</b>	<b>163 352</b>
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	59	0	13	360	432	401
<b>Encours totaux</b>	<b>0</b>	<b>9 030</b>	<b>0</b>	<b>4 765</b>	<b>144 799</b>	<b>158 593</b>	<b>163 753</b>

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Douteux compromis France	236	-127	108
Douteux compromis Succursales	165	-128	36
<b>Total douteux compromis</b>	<b>400</b>	<b>-255</b>	<b>145</b>
Douteux non compromis France	208	0	208
Douteux non compromis Succursales	1 016	-53	964
<b>Total douteux non compromis</b>	<b>1 224</b>	<b>-53</b>	<b>1 171</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 624</b>	<b>-308</b>	<b>1 316</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 127 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 :

(En milliers d’euros)					
	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	156 845	40 853	77 391	37 098	1 503

E) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

(En milliers d’euros)		
	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1)	36 000	36 000
Réévaluation sur titres prêtés	-5 614	-5 614
Valeur totale au 31/12/2024	30 386	30 386
Valeur totale au 31/12/2023	32 029	32 029

(1) La société MGF a prêté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de trente-six millions d’euros (36 000 000 €) à échéance au 14/03/2025.  
(2) Il s’agit de prêt de titres qualifié règlementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

(En milliers d’euros)		
	Total 2024	Total 2023
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés	103	152
Total Créances rattachées	103	152

Echéancier au 31 décembre 2024 :

(En milliers d’euros)					
	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Prêt de titres	36 000		36 000		

F) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Néant

G) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

(En milliers d'euros)											
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisition s de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	254 941	78 741	-42 685	0	290 998	-124 307	-53 180	39 116	0	-138 371	152 627
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	188 930	95 868	-6 012	0	278 786	-40 722	-47 782	2 728	0	-85 776	193 010
Total des immobilisations en Crédit-bail	443 871	174 609	-48 697	0	569 783	-165 029	-100 961	41 845	0	-224 146	345 637
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	323	0	-323	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	2 032	0	-1 352	0	680	0	0	0	0	0	680
Total des Immobilisations en cours Crédit-bail	2 355	0	-1 675	0	680	0	0	0	0	0	680
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	77	2	-2	0	77	0	0	0	0	0	77
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	77	2	-2	0	77	0	0	0	0	0	77
Total Immobilisations Crédit-bail	446 303	174 612	-50 375	0	570 540	-165 029	-100 961	41 845	0	-224 146	346 394

(En milliers d'euros)					
	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	2 484				2 964
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	123				526
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	2 606			0	3 490
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-1 776	-545	226	0	-2 095
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-45	-374	7	0	-412
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-1 821	-919	233	0	-2 507
Créances rattachées Crédit-bail (3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	1 345			0	1 363
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	520			0	456
Total Créances rattachées Crédit-bail	1 865			0	1 819
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	2 650			0	2 801

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l’ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	2 833	-2 038	795
Crédit-bail compromis Succursales	381	-294	87
Total Crédit-bail compromis	3 214	-2 332	882
Crédit-bail non compromis France	131	-57	74
Crédit-bail non compromis Succursales	145	-118	27
Total Crédit-bail non compromis	276	-175	101
Total crédit-bail	3 490	-2 507	983

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l’ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s’élève à 1 608 k€ pour la France.

**H) LOCATION SIMPLE**

(En milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
<b>Immobilisations en Location Simple</b>											
Immobilisations en Location Simple France	61 409	15 056	-11 138	0	65 327	-26 975	-13 078	9 763	0	-30 289	35 038
Immobilisations en Location Simple Succursales	5 606	7 302	-228	0	12 681	-1 012	-1 963	68	0	-2 908	9 773
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>67 015</b>	<b>22 358</b>	<b>-11 366</b>	<b>0</b>	<b>78 007</b>	<b>-27 987</b>	<b>-15 041</b>	<b>9 831</b>	<b>0</b>	<b>-33 197</b>	<b>44 811</b>
<b>Immobilisations en cours Location Simple</b>											
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des Immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>											
Acomptes versés fournisseurs France	0	1	-1	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>67 015</b>	<b>22 359</b>	<b>-11 366</b>	<b>0</b>	<b>78 007</b>	<b>-27 987</b>	<b>-15 041</b>	<b>9 831</b>	<b>0</b>	<b>-33 197</b>	<b>44 811</b>

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
<b>Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	566			0	584
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	126			0	26
<b>Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>	<b>692</b>			<b>0</b>	<b>610</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-435	-20	14	0	-441
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-1	-38	15	0	-25
<b>Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>	<b>-436</b>	<b>-58</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>-465</b>
<b>Créances rattachées Location Simple (3)</b>					
Créances rattachées Location Simple France	150			0	157
Créances rattachées Location Simple Succursales	10			0	24
<b>Total Créances rattachées Location Simple</b>	<b>160</b>			<b>0</b>	<b>182</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple</b>	<b>416</b>			<b>0</b>	<b>327</b>

(1) En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Location simple compromis France	554	-427	127
Location simple compromis Succursales	26	-25	2
<b>Total location simple compromis</b>	<b>580</b>	<b>-451</b>	<b>129</b>
Location simple non compromis France	30	-14	16
Location simple non compromis Succursales	0	0	0
<b>Total location simple non compromis</b>	<b>30</b>	<b>-14</b>	<b>16</b>
<b>Total location simple</b>	<b>610</b>	<b>-465</b>	<b>145</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 342 k€ pour la France.



I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Néant

J) AUTRES ACTIFS

(En milliers d'euros)				
	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Autres débiteurs divers	295	832	1 128	1 796
Impôt société	282	0	282	12
Impôt différé actif	545	236	780	353
Acompte fournisseurs	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	12	0	12	12
Etat autres Impôts et taxes	1 268	31 261	32 529	31 268
Comptes débiteurs divers douteux	30	0	30	22
Provisions au 31/12/2023	-22	0	-22	-38
Dotations de l'exercice	-34	0	-34	-24
Reprises de l'exercice	30	0	30	39
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	-26	0	-26	-22
TOTAL	2 405	32 329	34 735	33 440

K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

(En milliers d'euros)				
	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits à recevoir	53	61	113	876
Valeurs à l'encaissement	247	1 440	1 687	2 281
Charges constatées d'avance	7	3 409	3 417	2 345
Autres	1 399	917	2 317	3 070
TOTAL	1 706	5 827	7 534	8 572

L) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En milliers d'euros)				
	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes et emprunts à vue	0	6 996	6 996	559
Dettes rattachées	0	16	16	2
Total à vue	0	7 012	7 012	561
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	323	307 400	307 723	257 214
Dettes rattachées	0	764	765	744
Total à terme	323	308 164	308 488	257 958
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	323	315 177	315 500	258 519

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)					
	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	307 723	76 123	80 100	150 700	800

**M) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes à vue	46	12 455	12 502	71 259
Dettes rattachées	0	0	0	0
<b>Total à vue</b>	<b>46</b>	<b>12 455</b>	<b>12 502</b>	<b>71 259</b>
Comptes à terme	207 846	0	207 846	170 307
Dettes rattachées	108	0	108	90
<b>Total à terme</b>	<b>207 953</b>	<b>0</b>	<b>207 953</b>	<b>170 397</b>
<b>Total des opérations avec la clientèle</b>	<b>207 999</b>	<b>12 455</b>	<b>220 455</b>	<b>241 656</b>

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	<b>207 846</b>	19 983	40 673	137 986	9 204

**N) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE**

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Dettes rattachées	36 000	37 000
Revalorisation des titres empruntés	-5 614	-4 972
<b>Total Titres de créances négociables</b>	<b>31 386</b>	<b>33 029</b>

(1) La société MGF a émis des Titres de Créances Négociables (TCN) en date du 18/12/2024 et à échéance du 12/02/2025 pour une valeur nominale d'un million d'euros (1 000 000€).

(2) La société MGF a emprunté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de trente-six millions d'euros (36 000 000 €) à échéance au 14/03/2025

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
<b>Dettes rattachées</b>		
Dettes rattachées sur titres empruntés	103	152
<b>Total Dettes rattachées</b>	<b>103</b>	<b>152</b>

**O) AUTRES PASSIFS**

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Etat autres impôts et Organismes sociaux	14	14	28	585
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	1 261	1 283	2 544	11 949
Clients et tiers acquéreurs	98	119	217	402
Fournisseurs divers	0	0	0	0
Impôt société	0	358	358	389
Impôt différé passif	383	6 352	6 735	5 528
Participation	0	0	0	0
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Retenues de garantie sur affacturage	0	1 674	1 674	5 309
Frais de personnel	0	0	0	0
Autres	31	550	581	440
<b>TOTAL</b>	<b>1 786</b>	<b>10 351</b>	<b>12 138</b>	<b>24 602</b>

**P) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)****(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits perçus d'avance (1)	13 677	9 895	23 572	18 590
Charges à payer	3 152	1 703	4 855	3 477
Autres	0	3 697	3 697	5 432
Comptes d'encaissement	351	2 085	2 437	4 034
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>17 181</b>	<b>17 380</b>	<b>34 561</b>	<b>31 533</b>

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 13 281 k€ au 31 décembre 2024 pour la France et 4 096 k€ pour les succursales.

**(En milliers d'euros)**

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour retraites Succursales	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - frais de personnel France	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - ch générales d'exploit France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges Succursales	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	0	0	0	0	0	0
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses France	4	19	-7	0	0	16
Provisions pour charges diverses Succursales (1)	8 204	2 904	0	0	0	11 109
<b>TOTAL</b>	<b>8 209</b>	<b>2 923</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 124</b>

**R) CAPITAUX PROPRES****1) Capital**

Au 31 décembre 2024, le capital social de MGF s'élève à 4 682 220 euros composé de 25 656 actions d'un montant nominal de 182,50 euros entièrement libérées.

**2) Provisions réglementées et subventions d'investissement**

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

**3) Tableau de variation des capitaux propres****En milliers d'euros**

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	4 682	0	0	0	0	4 682
Réserve légale	468	0	0	0	0	468
Autres réserves	0	0	0	0	0	0
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	4	0	0	0	-4	0
Report à nouveau	18 834	2 664	0	0	0	21 498
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	2 664	-2 664	0	2 348	0	2 348
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
<b>Total capitaux propres</b>	<b>26 652</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 348</b>	<b>-4</b>	<b>28 997</b>

**4) Résultat dilué par action et résultat par action**

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	4 740,58
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	91,54
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0

**4. NOTES SUR LE HORS BILAN****A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>12</b>	<b>30</b>	<b>42</b>	<b>148</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	0	30	30	136
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	12	0	12	12
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>16 268</b>	<b>119 037</b>	<b>135 305</b>	<b>171 019</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	0	0	8 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0	0	13 690
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle (2)	16 268	119 037	135 305	149 329

(1) Dont 86 452 k€ au titre des garanties d'assurance reçues sur les opérations de Wholesale.

**5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT INFORMATIONS SECTORIELLES**

En milliers d'euros

	France	Succursales		TOTAL 2024
		Allemagne	Italie	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	2 616	2 546	5 973	<b>11 135</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	-3 213	-2 093	-2 013	<b>-7 319</b>

**A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS**

En milliers d'euros

	2024			2024			2023	
	PRODUITS			CHARGES			Produits	Charges
	France	Succursales	Total	France	Succursales	Total		
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	411	716	1 126	25	10 253	10 278	1 217	5 822
Opérations avec la clientèle	711	5 304	6 015	5 947	638	6 584	4 385	4 441
Obligations et autres titres à revenu fixe	-49	0	-49	0			152	
Autres intérêts	0	0	0	172		172	0	282
Dotations aux provisions	-5	-6	-11	0	0	0	2	0
Créances passées en perte sur l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprises de provision	0	0	0	0	0	0	1	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 067</b>	<b>6 014</b>	<b>7 081</b>	<b>6 144</b>	<b>10 890</b>	<b>17 035</b>	<b>5 756</b>	<b>10 546</b>

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

**B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL****a) Produits sur opérations de Crédit-bail**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	57 601	63 054	120 655	91 130
Reprise de provisions de dépréciation	557	0	557	485
Plus-values de cession	2 675	8	2 683	3 588
Indemnités de résiliation	663	444	1 107	394
Produits divers	720	3 102	3 822	2 640
Dotations aux provisions	-545	-374	-919	-460
Créances passées en perte sur l'exercice	-52	0	-52	-495
Reprises de provision	226	7	233	964
Récupérations sur créances amorties	4	0	4	21
<b>TOTAL</b>	<b>61 850</b>	<b>66 240</b>	<b>128 090</b>	<b>98 267</b>

**b) Charges sur opérations de Crédit-bail**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	52 684	47 782	100 465	75 045
Dotations aux provisions de dépréciation	496	0	496	557
Moins-values de cessions	1 132	2 388	3 520	1 976
Charges diverses	905	2 102	3 007	2 081
<b>TOTAL</b>	<b>55 217</b>	<b>52 272</b>	<b>107 489</b>	<b>79 659</b>

**C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES****a) Produits sur opérations locations simples**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	12 285	2 002	14 287	11 711
Reprise de provisions de dépréciation	16	0	16	88
Plus-value de cessions	1 427	0	1 427	1 345
Indemnités de résiliation	2	9	12	271
Produits divers	84	46	130	117
Dotations aux provisions	-20	-38	-58	-91
Créances passées en perte sur l'exercice	-12	-14	-26	-161
Reprises de provision	14	15	28	169
Récupérations sur créances amorties	2	0	2	6
<b>TOTAL</b>	<b>13 799</b>	<b>2 020</b>	<b>15 819</b>	<b>13 454</b>

**b) Charges sur opérations de locations simples**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	12 958	1 963	14 921	12 263
Dotations aux provisions de dépréciation	120	0	120	20
Moins-values de cessions	79	136	216	123
Charges diverses	13	20	33	21
<b>TOTAL</b>	<b>13 170</b>	<b>2 120</b>	<b>15 290</b>	<b>12 427</b>

**D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE**

Néant

**E) COMMISSIONS**

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	2	0	2
Opérations avec la clientèle Succursales	40	214	23	113
Opérations Affacturage France	0	104	0	72
Opérations Affacturage Succursales	0	2 232	0	2 165
Prestations de services financiers France	53	320	30	610
Prestations de services financiers Succursales	567	507	558	513
<b>TOTAL</b>	<b>660</b>	<b>3 379</b>	<b>611</b>	<b>3 475</b>

**F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change Succursales	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT**

Néant

**H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	2 055	0	1 877	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	44	0	11	0
Autres produits ou charges d'assurance France	63	0	230	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	0	0	0	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	4	0	37	0
Quote-part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	6	0	0	0
Autres produits Succursales	57	0	29	0
Dotations/Reprises provisions France	7	19	66	1
Dotations/Reprises provisions Succursales	0	2 904	0	8 183
Autres charges France	0	2 058	0	1 878
Autres charges Succursales	0	14	0	6
<b>TOTAL</b>	<b>2 235</b>	<b>4 995</b>	<b>2 250</b>	<b>10 068</b>

**I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION****1) Frais de personnel**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Salaires et traitements	0	0	0	0
Charges sociales	20	0	20	20
Charges de retraite	0	0	0	0
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	0	0	0
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

**2) Autres frais administratifs**

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 7 298 k€ en 2024 contre 6 088 k€ en 2023 (dont 4 106 k€ pour les succursales en 2023).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 63 k€ pour la France et 15 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Deloitte et Mazars.

**J) COUT DU RISQUE**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux provisions	-101	-134	-235	-69
Créances passées en perte sur l'exercice	-1	0	-1	0
Reprises de provision	30	2	32	68
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-73</b>	<b>-132</b>	<b>-205</b>	<b>-1</b>

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

**K) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

Néant

**L) RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par MGF, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2024, MGF n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

**M) IMPOT SUR LES SOCIETES**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Impôt société	0	-484	-484	-481
Impôt différé	172	-951	-779	-640
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>172</b>	<b>-1 435</b>	<b>-1 263</b>	<b>-1 120</b>

**6. AUTRES INFORMATIONS****A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES**

En milliers d'euros

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2024
<b>ACTIF</b>			
Créances envers les établissements de crédit	13 095	14 978	28 073
Créances sur la clientèle	0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	43	1 027	1 070
Créances envers la clientèle	0	0	0

<b>PASSIF</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	323	315 177	315 500
Comptes créditeurs de la clientèle	207 954	0	207 954
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation passif	1 941	880	2 821
<b>HORS BILAN</b>			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0		0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

## B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

### En euros

Résultat de l'exercice	2 348 442,47
Report à nouveau	21 497 851,96
<b>Total à répartir</b>	<b>23 846 294,43</b>

### En euros

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	23 846 225,76
<b>Total réparti</b>	<b>23 846 294,43</b>

## C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, MGF, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

### a) Passage du résultat social au résultat financier

#### En milliers d'euros

	<b>TOTAL 2024</b>
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	3 612
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-5 739
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	135
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-91
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	2 791
Divers (1)	3 195
<b>Résultat financier avant impôt au 31/12/2024</b>	<b>3 903</b>
(1) Principalement impact provision IFRS9 pour un montant de -16 K€ et d'une provision pour risques et charges sur réserve financière négative d'un montant de 2 904 k€ pour les succursales.	



**b) Principaux éléments composant la réserve financière**

La réserve financière de MGF au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	
	TOTAL 2024
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-20 200
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	508
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	8 583
<b>Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2024</b>	<b>-11 109</b>
<b>Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées</b>	
<b>Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS</b>	<b>-11 109</b>
Provision réserve financière négative	11 109
<b>Réserve financière après provision au 31/12/2024</b>	<b>0</b>
Provision IFRS9	-2 473
Autres	1 284
<b>Réserve financière brute au 31/12/2024</b>	<b>-1 189</b>

**c) Consolidation**

MGF est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 2.348.442,47 EUR, au report à nouveau qui passera de 21.497.851,96 EUR à 23.846.294,43 EUR comme suit :

Résultat de l'exercice	2.348.442,47 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	21.497.851,96 EUR
Résultat	23.846.294,43 EUR
Distribution de dividendes (0 EUR X 25.656 actions)	- 0 EUR
Solde au report à nouveau	23.846.294,43 EUR

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2021	2022	2023
Dividende distribué (en euros)	0	0	0

**Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.